



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité

Question au Gouvernement n° 4693

Texte de la question

BILAN DU QUINQUENNAT EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

M. le président. La parole est à M. Eduardo Rihan Cypel, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

M. Eduardo Rihan Cypel. Monsieur le ministre de l'intérieur, depuis 2012, le visage de la France a changé. Nous avons eu en particulier à faire face aux plus graves attaques terroristes que notre pays ait connues.

Nos policiers et gendarmes, qui sont d'ordinaire mobilisés pour protéger nos concitoyens dans la vie de tous les jours, ont été soumis à une dure épreuve. En sus de leurs missions de lutte contre le crime et la délinquance, nos forces ont été mobilisées pour faire face au terrorisme.

Dès 2012, nous étions conscients des priorités et nous avons augmenté le budget de la sécurité intérieure pour créer des postes, améliorer le matériel, racheter des voitures et des gilets pare-balles, et donc faire face, aussi, au terrorisme.

Alors que la majorité précédente avait supprimé 13 000 postes de policiers et de gendarmes,...

M. Guy Teissier. C'était il y a cinq ans !

M. Eduardo Rihan Cypel. ...nous avons fait le choix de reconstruire et de renforcer nos forces de l'ordre pour mieux les accompagner.

M. Yves Fromion. Ben voyons !

M. Eduardo Rihan Cypel. À ce titre, les plans de lutte contre la délinquance et l'action de nos policiers dans les zones de sécurité prioritaires portent aujourd'hui leurs fruits. Nous avons formé de nouveaux policiers et gendarmes, nous avons rebâti les services de renseignement, nous avons recréé des milliers de postes, et nous avons amélioré les équipements,...

M. Alain Marty. Il est heureux !

M. Philippe Goujon. C'est pour cela que les policiers sont dans la rue !

M. Eduardo Rihan Cypel. ...tout cela malgré les difficultés rencontrées pour faire face au terrorisme.

Cet effort, nous l'avons entrepris alors que la majorité précédente avait beaucoup déconstruit, notamment au travers de la fameuse révision générale des politiques publiques, ou RGPP.

Ces efforts se concrétisent aussi dans ma circonscription, monsieur le ministre (« Ah ! » *sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains*), où sera enfin construit le commissariat de Torcy. Le financement de celui-ci, promis il y a dix ans, s'élèvera à 15,7 millions d'euros.

Pouvez-vous nous dire quels sont les effets de la politique que nous avons menée depuis cinq ans pour la sécurité des Français ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, je vous confirme la priorité qui a été accordée à la sécurité. Il était nécessaire de le faire, tout d'abord, compte tenu de l'état de nos forces de sécurité, résultat en partie dû aux réductions de moyens qui les avaient durement touchées,...

M. Philippe Goujon. Pourtant, la délinquance baissait !

M. Bruno Le Roux, ministre. ...mais aussi du fait de la menace terroriste. Celle-ci nous a conduits durant la législature à renforcer, de façon assez unanime, l'arsenal juridique de nos forces de sécurité,...

M. Philippe Goujon. Pas assez !

M. Bruno Le Roux, ministre. ... notamment des services de renseignement, par cinq lois et à adopter des moyens matériels et humains sensiblement différents de ceux qui avaient pu être votés sous la précédente législature.

M. Éric Straumann. Vous ne les avez jamais votés !

M. Bruno Le Roux, ministre. Un débat a agité l'Assemblée pendant quelques mois – et surtout ces dernières semaines – sur le nombre d'emplois créés durant cette législature. Bernard Cazeneuve a demandé à l'Inspection générale de l'administration et à l'Inspection générale des finances un rapport qui m'a été rendu la semaine dernière, le 17 février, et dont je rendrai destinataire la Cour des comptes et les présidents des deux assemblées dès que j'aurai terminé de répondre à vos questions.

Ce rapport confirme que les moyens budgétaires ont été mobilisés à plein régime pour créer 8 837 emplois supplémentaires entre 2013 et 2017, conformément aux engagements qui avaient été pris par le Président de la République et le Gouvernement. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. Philippe Goujon. Ce n'est pas ce que dit la Cour des comptes !

M. Bruno Le Roux, ministre. Les chiffres sont d'ailleurs éloquents : nous sommes passés en quatre ans de 488 élèves sortis de l'école de police en 2012 à 4 600 sortants cette année, et ils seront à nouveau 4 600 en 2017. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Nous avons mis en œuvre un plan massif d'investissement pour nos forces de sécurité.

M. Philippe Goujon. C'est pour cela que les policiers sont dans la rue !

M. Bruno Le Roux, ministre. Nous avons renforcé nos dispositifs de renseignement. Nous avons recréé une direction de la formation, dont les policiers avaient grandement besoin.

La sécurité, vous le savez, c'est l'affaire quotidienne des Français. Nous avons, avec notre majorité, pris toutes nos responsabilités dans ce domaine. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Eduardo Rihan Cypel](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (8^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4693

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 février 2017](#)